



Évaluation Nationale de la Sécurité Alimentaire (ENSA)

République Centrafricaine

Note de synthèse

Décembre 2018



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
CLUSTER SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
Renforcer la réponse humanitaire



**Programme
Alimentaire
Mondial**

wfp.org/fr

Insécurité alimentaire élevée dans les préfectures affectées par le mouvement récurrent des populations

La République Centrafricaine (RCA) a connu un conflit d'une grande intensité depuis 2013. Ce conflit a causé la perte de milliers de vies humaines et engendré des déplacements massifs de population. Cinq ans après, l'insécurité demeure. Même si le début de l'année 2018 a été marqué par des progrès notables dans la stabilisation politique où on a observé par endroit quelques cas timides de retour vers les lieux d'origine à l'Ouest du pays notamment.

La situation sécuritaire s'est subitement dégradée dans le Nord-ouest et le Sud-est où on a enregistré d'une part une intensification des affrontements entre groupes armés rivaux et d'autre part entre les agriculteurs et les éleveurs ce qui a provoqué d'importants déplacements de populations et des pertes considérables des moyens d'existence des populations fuyant les combats.

Selon la Commission de Mouvements de Population (CMP), le nombre de déplacés internes était de **648 516** personnes en novembre 2018.

La situation nutritionnelle demeure préoccupante. Il ressort de l'enquête SMART de 2018 que la malnutrition aiguë sévère (MAS) touche **2.1 pour cent** des enfants de 6-59 mois. La prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans continue de rester très élevée à 38 pour cent au niveau national.

Les discussions engagées entre le gouvernement et les groupes armés sous l'égide de l'Union Africaine donnent une lueur d'espoir quant à l'amélioration de la situation sécuritaire et un retour progressif des déplacés dans leurs zones d'origine.

SITUATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

1 ménage sur 2 est en insécurité alimentaire à travers le pays

La situation de la sécurité alimentaire reste préoccupante en République Centrafricaine. Les résultats de l'évaluation indiquent que la moitié de la population (**50%**) est en insécurité alimentaire, soit **2.1 millions** personnes.

Environ **320 000** personnes, soit **7 pour cent** de la population, sont en insécurité alimentaire sévère. Ces ménages ont une consommation alimentaire très déficiente (très peu diversifiée et insuffisante),

Méthodologie

La coordination et la mise en œuvre de cette évaluation a été assurée par l'Institut de Statistique (ICASEES), avec l'appui technique et financier du PAM, et des autres organisations partenaires (ACF, Cordaid, IEDA Relief, OXFAM, Solidarité International et World Vision).

Cette enquête a été conduite en novembre 2018 sur la base d'un échantillon de 3 477 ménages et 207 villages couvrant toutes les préfectures du pays, y compris Bangui. L'objectif de cette évaluation est d'évaluer l'évolution de la situation de la sécurité alimentaire depuis 2017.

Les résultats de cette étude sont représentatifs au niveau de la préfecture.

ils sont très vulnérables économiquement et recourent à des stratégies de survie d'urgence comme la mendicité ou de crise comme la vente des biens productifs qui menacent de manière irréversible leurs moyens d'existence futurs.

Où sont les personnes faisant face à l'insécurité alimentaire et la malnutrition ?

L'analyse de l'insécurité alimentaire met en évidence des disparités importantes. L'insécurité alimentaire est supérieure à **60 pour cent** dans les préfectures de : Basse Kotto, Nana Gribizi, Haut Mbomou, Ouaka, Ouham Pendé, Ouham et Haute Kotto.

Les préfectures avec le plus grand nombre de personnes en insécurité alimentaire sont : Ouham Pendé (336 000 personnes), Ouham (286 000), Ombella M'Poko (237 500), Ouaka (216 000) et Basse Kotto (213 000). Ces cinq préfectures totalisent à elles seules plus de la moitié des personnes en insécurité alimentaire dans le pays. Les interventions humanitaires devront prendre en compte cette dimension importante surtout dans un contexte de rareté des ressources.

[illegible]

Au niveau nutritionnel, il ressort de l'enquête SMART conduite en décembre 2018, la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans reste très élevé à **38 pour cent** au niveau national. Le taux de la malnutrition aigüe global (MAG) au niveau national **7 pour cent** est en dessous du seuil d'alerte de l'OMS fixé à 10 pour cent. Toutefois la prévalence de la malnutrition sévère (MAS) est de **2.1pour cent**.

Cette situation expose les enfants au risque élevé de mortalité si des dispositions urgentes ne sont pas prises en termes de prévention et de prise en charge. D'après les résultats de la SMART, on estime à plus de 110 000 les enfants qui sont exposés à la malnutrition aigüe dont 45 000 qui sont atteints de malnutrition sévère et plus de 65 000 qui sont atteints de malnutrition modérée.

En plus des problèmes d'accès à l'alimentation, la prévalence élevée de la malnutrition est causée par les mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement ; 30 pour cent de la population n'a pas accès à une latrine à l'échelle national et environ 40 pour cent en milieu rural. L'accès à l'eau potable est limité ; 50 pour cent des ménages n'ont pas accès à une source d'eau potable au niveau national et presque 60 pour cent des ménages en milieu rural.

Il ressort des résultats de l'enquête SMART 2018 que parmi les déterminants majeurs de la malnutrition, figurent (i) la faiblesse de la

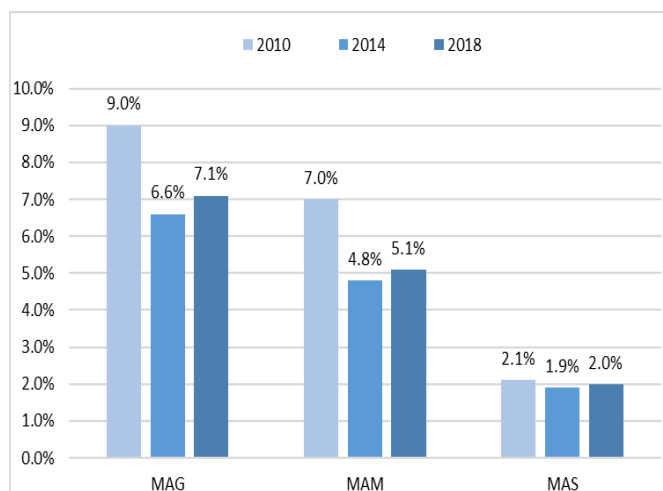
consommation du colostrum avec seulement 26 pour cent des mères qui affirment avoir au sein leurs enfants dans la première heure suivant la naissance; (ii) la faiblesse de l'allaitement maternelle exclusif avec seulement 36 pour cent des mères ayant allaité leurs enfants exclusivement au lait maternelle jusqu'à l'âge de 6 mois et (iii) une faiblesse de la diversité alimentaire avec consommation d'au moins 4 groupes alimentaires pour les enfants de 6 à 23 mois chez seulement 33 pour cent des enfants.



WFP/Souleika Abdillahi

Malnutrition aigüe globale plus élevée dans la Vakaga, Basse Kotto et Bamingui Bangoran

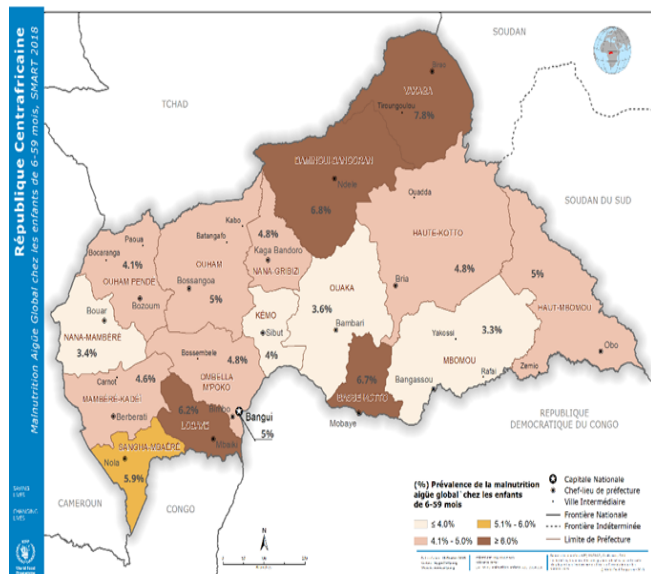
Graphique 1 : Évolution de la prévalence de la malnutrition



Source: SMART 2010-2018

Les préfectures de la Vakaga, de la Basse Kotto, de la Bamingui Bangoran et de la Sangha Mbaéré sont les plus touchées par la malnutrition aigüe globale. Bien que ces taux soient en dessous du seuil d'urgence fixé par l'OMS, il est important de prendre des dispositions urgentes en s'attaquant aux causes directes et indirectes pour prévenir et prendre en charge les enfants concernés est fortement recommandée.

Carte 3 : Prévalence de la malnutrition



Source: SMART 2018

ÉVOLUTION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

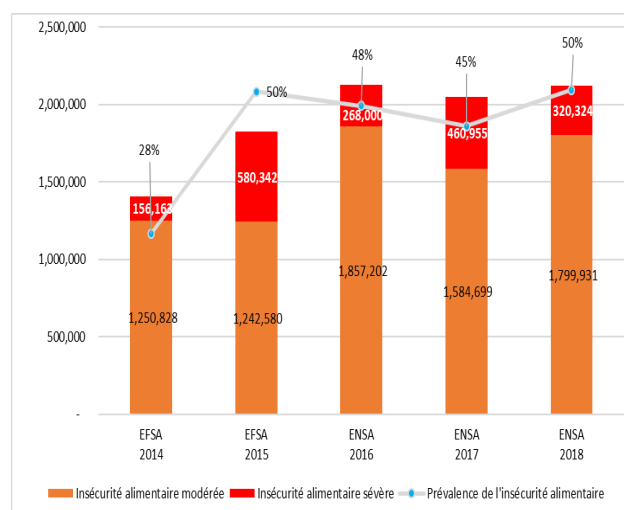
Détérioration de l'insécurité alimentaire modérée

Par rapport à l'ENSA réalisée en 2017, l'insécurité alimentaire globale a augmenté de 5 points de pourcentage, passant de 45 pour cent à 50 pour cent, traduisant une détérioration par rapport à l'année dernière. La volatilité de la situation sécuritaire, le mouvement pendulaire des populations et la fragilisation des moyens d'existence expliquent la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle précaire des ménages du pays.

Cependant, le niveau d'insécurité alimentaire sévère a lui diminué de moitié, passant de 15 pour cent en 2015 à 7 pour cent en 2018. Le niveau d'insécurité alimentaire modéré a augmenté passant de 35 à 43 pour cent.

Cela est notamment dû au fait que les ménages en situation sévère ont vu leur situation s'améliorer un peu et sont passés d'une situation d'insécurité alimentaire sévère à une situation d'insécurité alimentaire modérée.

Graphique 2 : Évolution de la prévalence de l'insécurité alimentaire



Source: ENSA 2014-2018

Le profil des ménages en insécurité alimentaire

PROFIL DES MÉNAGES EN INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Ménages faisant face à l'inaccessibilité à des points d'eau potable sont plus souvent affectés par l'insécurité alimentaire

Les populations déplacées : La prévalence de l'insécurité alimentaire est particulièrement élevée chez les populations déplacées dans les camps ou les enclaves (75%), des populations retournées (68%) et des déplacés au niveau des familles d'accueil (66%). L'incidence de l'insécurité alimentaire est beaucoup plus accentuée chez ces populations en comparaison au résidents permanents (44%).

Les ménages dirigés par les femmes : L'analyse sexospécifique des données montre qu'en zone rurale l'insécurité alimentaire touche de manière plus forte les ménages dirigés par des femmes (60%) en comparaison à ceux dirigés par les hommes (56%). Cette caractéristique de la distribution de l'insécurité alimentaire est quasiment identique en zone urbaine.

Les chefs de ménages avec faible niveau d'éducation/scolarisation : Il existe une corrélation forte entre le niveau d'éducation du chef de ménage et la prévalence de l'insécurité alimentaire. En effet 68 pour cent des ménages dirigés par des chefs n'ayant aucun niveau d'éducation sont en insécurité alimentaire alors que ce taux est seulement de 14% pour les ménages dont les chefs disposent d'un niveau universitaire.

Les ménages ne disposant pas du capital bétail : L'insécurité alimentaire affecte de manière différente les ménages disposant du capital bétail de ceux qui n'en possèdent pas. Alors que 53 pour cent des ménages ne disposant pas de bétails sont en insécurité alimentaire, la prévalence est de seulement 39 pour cent pour les ménages disposant du capital cheptel.



WFP/Bruno Djoyo

Les ménages vivant en milieu rural : L'insécurité alimentaire touche beaucoup plus fortement les ménages vivant en milieu rural (57%) que les ménages vivant en milieu urbain (38%).

Les ménages qui dépendent des activités précaires : Ceux qui dépendent de source de revenus précaires comme la mendicité/aide/emprunt, la main d'œuvre journalière agricole ou non-agricole, la chasse, cueillette ou pêche et de l'agriculture sont particulièrement touchés par l'insécurité alimentaire. Les déficits de production agricoles pour la quatrième saison, la destruction ou fragilisation des moyens d'existence et la situation économique morose limitent les opportunités d'emplois et de revenus. Les ménages rapportent une augmentation du recours, comme alternative, à ces sources de revenus précaires.

Raisons de l'insécurité alimentaire

POURQUOI SONT-ELLES EN SITUATION D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE OU DE VULNÉRABILITÉ ?

Recul de l'accès aux champs/parcelle de terrain

L'agriculture joue un rôle central dans les moyens de subsistance de la majorité de la population centrafricaine. De ce fait l'accès à la terre est essentiel pour la relance agricole.

Cependant on remarque un recul de l'accessibilité aux champs ; au niveau national 81 pour cent des ménages avaient accès aux champs en 2015 mais cette proportion a diminué à 71 pour cent en 2018. L'accès est moins restreint pour les ménages dirigés par les hommes (76%) que par ceux dirigés par les femmes (61%).

La multiplication des affrontements intercommunautaires dans plusieurs localités du pays, la persistance de l'insécurité, les récurrences des mouvements forcés de population poussent les agriculteurs à se replier sur des cultures peu rémunératrices comme le manioc.



WFP/Souleika Abdillahi

Ménages faisant face à l'inaccessibilité à des points d'eau potable sont plus souvent affectés par l'insécurité alimentaire et la malnutrition

A l'échelle nationale, les ménages utilisant les points d'eau potable comme les bornes fontaines (24%) jouissent d'une bien meilleure prévalence de la sécurité alimentaire que les utilisateurs des eaux de surface. En effet, plus de 60% de ces derniers sont en insécurité alimentaire. Ces résultats corroborent ceux de la SMART 2018.

Ces deux études illustrent une forte corrélation entre l'insécurité alimentaire, la malnutrition et l'inaccessibilité à l'eau potable. Ainsi une approche intégrée visant à coupler l'assistance alimentaire au traitement et à la prévention de la malnutrition ainsi que la construction et/ou la réhabilitation d'infrastructures d'accès à l'eau est fortement conseillée.

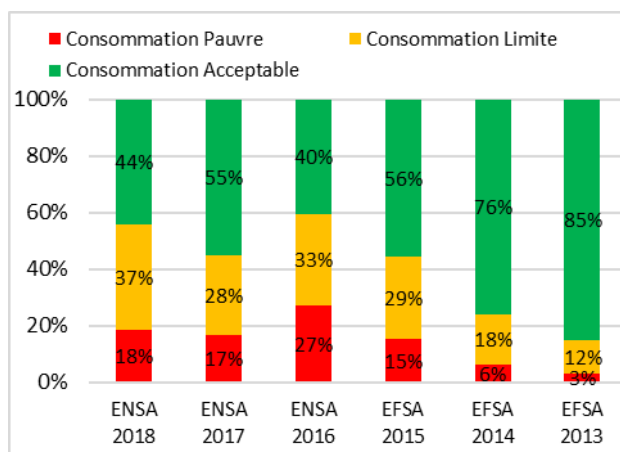
Une consommation alimentaire inadéquate

Au niveau national, plus de **50 pour cent** des ménages ont une consommation alimentaire inadéquate qui ne permet pas de mener une vie active et saine. Cette situation est particulièrement alarmante chez les ménages déplacés en site (82%), les ménages retournés (78%) ainsi que les déplacés dans les familles d'accueils (69%) avec notamment une consommation alimentaire jugée pauvre ou limite.

L'analyse comparative du score de consommation alimentaire entre décembre 2017 et décembre 2018 montre une détérioration de la consommation alimentaire, imputable à l'intensification du conflit réduisant l'accès des ménages à une alimentation saine et nutritive.

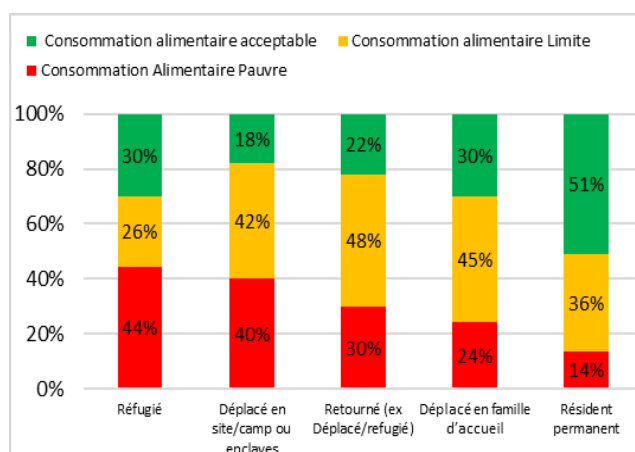
Dépendance des marchés comme source d'approvisionnement

Graphique 3 : Évolution de la prévalence du score de consommation alimentaire



Source: ENSA 2013-2018

Graphique 4 : Consommation alimentaire par statut de résidence



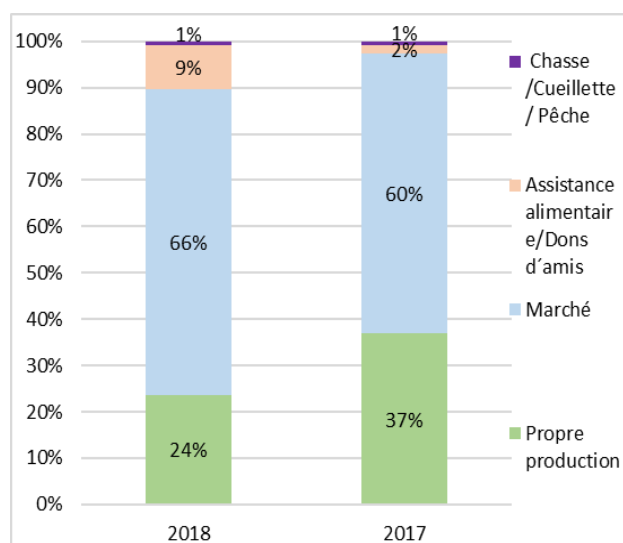
Source: ENSA 2018

Plus de 65% des ménages ont recours principalement aux marchés

L'analyse des principales sources des aliments consommés par les ménages, montre que 66 pour cent des ménages ont recours principalement aux marchés pour satisfaire à leurs besoins alimentaires. Comparée à l'année dernière à la même période la dépendance des ménages aux marchés s'est accrue de 6 points de pourcentage traduisant des difficultés d'accès à une nourriture suffisante et variée dans un contexte marqué par le faible pouvoir d'achat des ménages.

L'assistance alimentaire constitue la principale source de nourriture pour 9 pour cent des ménages, soit une augmentation significative par rapport à 2017.

Graphique 5 : Évolution des principales sources des aliments



Source: ENSA 2018

En 2018, la production agricole des ménages ne constitue que 24 pour cent des besoins des ménages enquêtés soit une importante baisse de 35 pour cent en comparaison à l'année dernière. Ce résultat confirme les énormes difficultés des ménages dans le cadre de l'accès aux champs et la pratique de l'agriculture. Il traduit par ailleurs la perte de cheptels qui constituent la principale source de revenu de beaucoup de ménages ruraux. Cela participe à la détérioration de la disponibilité et de l'accès des populations à l'alimentation.

Faiblesse du capital productif et des capacités d'investissement

Chocs récurrents et recours continu à des stratégies d'adaptation négatives et irréversibles

Les ménages font face à plusieurs types de chocs qui contribuent à l'érosion de leurs capacités d'adaptation et à l'accentuation de l'insécurité alimentaire. Il s'agit principalement (i) de l'augmentation irrégulière des dépenses de santé (18% des ménages) ; (ii) des décès d'un membre du ménage (16%) ; (iii) insécurité/pillages (16%) et (iv) hausse des prix des denrées alimentaires sur les marchés (7%).

Pour faire face aux chocs, les trois quarts des ménages (74%) ont recours à des stratégies d'adaptation pour faire face au manque de nourriture ou d'argent pour s'en procurer mais qui sont plus nuisibles et affectent la productivité future. Plus de 38 pour cent des ménages adoptent des stratégies de stress, 26 pour cent adoptent des stratégies de crise et 10 pour cent recourent à des stratégies d'urgence. On observe une augmentation inquiétante de la proportion des ménages ayant recours aux stratégies de stress et crise comparé à l'ENSA 2017.

Faiblesse du capital productif et des capacités d'investissement

Sur l'ensemble du pays, le faible capital productif limite les capacités d'investissement dans les activités agricoles et économiques. En effet, environ 29 pour cent n'ont pas eu accès à une parcelle de terrain ou champs. Environ 16 pour cent des ménages n'ont pas cultivé cette année en raison principalement du manque des semences (17%), de l'insécurité lors des cultures (16%) et du manque d'outils et matériels agricoles (12%).



WFP/Bruno Djoyo



WFP/Bruno Djoyo

Environ 22 pour cent des ménages ont reçu une assistance alimentaire au cours des six derniers mois. Les pourcentages les plus élevés sont dans les préfectures de Haute Kotto (76%), Basse Kotto (70%) et Haut Mbomou (41%) ce qui semble avoir permis une relative stabilisation de l'insécurité alimentaire qui étaient en 2017 à un taux très élevés.

Recommandation

Suite à l'analyse des résultats de cette enquête les recommandations suivantes ont été faites.

- ⇒ Poursuivre l'assistance alimentaire d'urgence au profit des déplacés et des ménages hôtes très pauvres, prioritairement dans les préfectures à forte prévalence d'insécurité alimentaire ainsi que dans les zones avec des populations totalement enclavées.
- ⇒ Renforcer le mécanisme de ciblage des bénéficiaires en mettant l'accent sur les populations les plus touchées par le spectre de l'insécurité alimentaire.
- ⇒ Fournir un appui/subvention en semences de contre-saison et engrais, particulièrement au profit des agriculteurs pauvres.
- ⇒ Reconstitution du bétail et des petits ruminants dans les zones où le potentiel pour le développement de l'élevage est élevé.
- ⇒ Renforcer la prévention de la malnutrition sous toutes ces formes, surtout chez les groupes vulnérables (ex. enfants < 5ans, les femmes enceintes et allaitantes) ; soutenir l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants (distribution de suppléments nutritionnels, sensibilisation sur les bonnes pratiques), adopter une approche intégrée (programme de prise en charge de la malnutrition aigüe ; santé ; eau, hygiène et assainissement ; sécurité alimentaire).
- ⇒ Renforcer le système de dépistage actif, de référencement et de prise en charge des enfants de moins de 5ans et des femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aigüe au niveau communautaire et au niveau des centres de santé opérationnels en s'assurant du continuum de soins. Renforcer l'utilisation de cliniques mobiles pour élargir la couverture du programme.

- ⇒ Mettre en place un dispositif de suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle à travers la mise en œuvre des systèmes communautaires d'alerte précoce et de réponse aux urgences.
- ⇒ Renforcer les ressources et la capacité des structures sanitaires afin de permettre aux populations vulnérables d'avoir un accès adéquat à des soins vitaux.
- ⇒ Améliorer l'approvisionnement en eau, la sensibilisation sur l'hygiène et l'assainissement.
- ⇒ Renforcer la protection des populations dans ce contexte de violence en mettant un accent particulier sur les femmes et les enfants qui sont les premières victimes des exactions commises par les groupes armés.
- ⇒ Poursuivre et renforcer les efforts de coordination, pour éviter les chevauchements et les duplications des interventions humanitaires.

Si vous avez des questions concernant cette analyse de la sécurité alimentaire, merci de contacter:

INSTITUT CENTRAFRICAIN DES
STATISTIQUES ET DES ETUDES
ECONOMIQUES ET SOCIALES (ICASEES) :

Blaise Bienvenu ALI blaisebienvenu@yahoo.fr

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL en
République Centrafricaine :

Gian Carlo CIRRI giancarlocirri@wfp.org

Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sont disponibles:
<http://vam.wfp.org/>



vam
food security analysis